

## **Discours d'ouverture de son Excellence Mohamed Bazoum Ministre des affaires étrangères du Niger Monsieur**

**Monsieur le Président du Faso, Chef de l'Etat,**

**Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement,**

**Mesdames et Messieurs les membres du Conseil consultatif de la Transition,**

**Monsieur le Secrétaire général par intérim de la CEN-SAD**

**Monsieur le représentant de la Fondation Hans Seidel,**

**Mesdames et Messieurs les représentants des missions diplomatiques,**

**Mesdames et Messieurs,**

C'est pour moi un agréable plaisir de prendre la parole devant cette assistance et de dire quelques mots relativement aux enjeux de la Transition démocratique en cours au Burkina Faso, ce pays au destin si singulier et fort admirable. Je voudrais, pour commencer, exprimer ma gratitude aux autorités burkinabé pour leur accueil et leur hospitalité généreuse. Permettez-moi également de féliciter le Secrétaire général de la CEN-SAD, M Ibrahim Abani et les responsables de la Fondation Hans Seidel d'avoir pris l'initiative de l'organisation de ce séminaire qui sera, à n'en point douter, un moment important de débat à même d'aider les acteurs de la Transition à nouer des discussions importantes, susceptibles de les aider dans leur exaltante mission.

**Mesdames et Messieurs,**

la Transition démocratique du Burkina Faso, consécutive à la fabuleuse révolution de la fin de l'année 2014 est chargée d'enjeux comme rarement les Transitions de même nature y ont été confrontées sur notre continent. Car, et c'est une évidence, jamais en Afrique peuple ne s'est levé aussi vigoureusement, aussi massivement et avec autant de détermination que ne l'a fait le peuple du Burkina Faso en ces jours héroïques des 30 et 31 octobre 2014. C'était non pas, comme cela a toujours été le cas en pareilles éruptions révolutionnaires, pour lutter contre un régime de vulgaire dictature basé sur le déni du droit, la terreur et la violation à grande échelle des droits de l'homme. Ce n'était même pas davantage pour mettre fin à un régime miné par son incompetence et sa faillite dans le domaine de la sécurité- cette problématique si actuelle par ces temps de terrorisme- ou dans le domaine de l'économie. Toute la spécificité de la révolution

burkinabé tient à ce contexte si singulier d'où étaient absents- du moins à grande dose- les ingrédients traditionnels à la base des soulèvements de cette envergure. Cela met la Transition au devant de redoutables défis pour lesquels les réponses sont difficiles car elles sont davantage à concevoir qu'à simplement être mises en œuvre parce qu'elles existeraient déjà attendant juste qu'elles soient appliquées.

### **Mesdames et messieurs,**

mon propos n'est pas de dire que le Burkina Faso de la fin de l'année 2014 était un pays où la démocratie se portait à merveille, dont l'économie était à flots et où les attentes sociales étaient inexistantes. Non, le pays était incontestablement confronté à de graves problèmes sur tous ces plans: pauvreté à grande échelle, chômage de couches nombreuses de la société, en particulier de la jeunesse, déliquescence des services sociaux, menace grave sur la démocratie avec le projet de révision de la constitution visant à instituer un régime à visée éternitaire, etc. Mais ces tares, le Burkina les a en partage avec nombre de pays africains, parfois plus aigus ailleurs qu'ici. C'est parce qu'il en est ainsi, c'est parce que le peuple burkinabé, tout en sachant les acquis bien réels même très relatifs du régime du Président Compaoré, s'est levé avec tant d'impétuosité et de rage pour réclamer un autre ordre et un autre destin que les défis sont aujourd'hui et demain si redoutables pour quiconque se proposera de diriger ce pays. Le défi de la Transition actuelle n'est donc point de promouvoir le minimum en termes de bonne gouvernance et d'état de droit, d'initier les pratiques élémentaires de la démocratie et de l'exercice des libertés publiques comme cela fut le cas dans nombre de pays africains au lendemain des conférences nationales des années 90. Il est plutôt de faire bien mieux que tout cela et de viser à créer les conditions d'une gouvernance encore plus vertueuse débarrassée de tout risque, en l'occurrence, des perversions si courantes de la démocratie en Afrique.

### **Mesdames et Messieurs,**

la révolution de la fin de l'année 2014 est la manifestation d'une culture politique marquée d'une part, par un tempérament militant propre à un peuple tel que cela s'était exprimé en 1966 déjà et d'autre part, par le grand rêve porté par la figure du Capitaine Sankara au début des années 80. Cet héritage est loin d'être banal. Or, à plusieurs égards il structure les enjeux de la présente Transition ainsi que de la gouvernance ultérieure.

En plus des défis que je viens de souligner qui sont de l'ordre d'une certaine génétique politique pour ainsi dire et qui sont pour cela- ai-je besoin de le répéter, redoutables?- la Transition burkinabé actuelle fait face également aux défis propres à toutes les transitions du même genre. Comme toute transition, celle-ci est limitée dans le temps et est assignée à un cahier des charges précis. Mais les autorités doivent gérer le pays comme en temps normal en faisant face aux impératifs internes de cohésion nationale propres au contexte post crise et aux problèmes de sécurité du pays dans un environnement régional marqué par la menace terroriste.

Une telle situation est propice aux malentendus entre les différents acteurs de la Transition dont les sources de légitimité sont plurielles et dont les motivations et les attentes le sont tout autant. La Transition est donc une période particulièrement délicate, soumise à des pressions contradictoires.

### **Mesdames et Messieurs,**

le grand défi est d'arriver à une bonne articulation et une bonne synergie entre les différentes institutions et les différents acteurs. Il faut pour cela beaucoup de lucidité et savoir établir une hiérarchie entre les objectifs et même entre les priorités. L'expérience du Niger, qui en a malheureusement connu, les "Transitions démocratiques" montre qu'il faut surtout mettre l'accent sur l'aspect politique du cahier des charges de la Transition. Il faut pour cela s'assurer d'un bon débat à même de générer la mise en place d'institutions fondées sur une bonne évaluation de l'expérience des institutions remises en cause par la révolution.

Il faut appliquer le contenu de la Charte de la Transition dans ce qu'elle comporte tant d'engagements moraux et éthiques que programmatiques. Le grand engagement, en l'occurrence, est celui de l'organisation à l'échéance prévue d'élections libres, transparentes et crédibles. Cela est la base du nouveau départ du Burkna Faso dont dépend tout le reste. Il faut jeter les bases d'une gestion économique moralisée en luttant vigoureusement contre la corruption et l'impunité. Il faut à cet égard faire preuve de grande vigilance car ces fléaux sont d'une ténacité insoupçonnable.

Il faut prendre garde à ne pas trop mettre l'accent sur les revendications sociales tendant à tirer profit de l'énorme contribution des syndicats dans la réussite de la révolution. Il faut certes faire droit aux aspirations légitimes des travailleurs, ne pas s'accommoder en l'espèce des excuses convenues, mais toutefois faire bien attention de croire que tout doit être réglé par la Transition.

Sur les questions sociales, l'horizon des engagements ne doit pas se limiter uniquement à l'échéance de la Transition.

Par ailleurs, la société civile du Burkina Faso est restée, me semble-t-il du moins, relativement épargnée par le phénomène de la compromission politique très courant dans les pays du voisinage. Cet acquis est très précieux, il faut pouvoir agir de façon à ce que cette tradition se poursuive.

**Mesdames, Messieurs.**

Je serais présomptueux si je devais penser qu'à l'occasion de cette allocution dont je mesure par ailleurs tout le privilège, je peux dire des choses définitives et qui ont vocation à être appliquées. J'ai plus parlé de défis que de solutions. L'humilité commande, en effet, que devant ce qui s'est passé au Burkina et dont je fus surpris par l'ampleur extraordinaire on vienne à un tel forum plus pour écouter et apprendre que pour parler.

Je voudrais pour finir rendre hommage au peuple du Burkina Faso, rendre hommage à la société civile, aux syndicats, à la jeunesse, aux femmes et à la classe politique de ce pays d'avoir réalisé cette révolution grandiose dans des conditions somme toute pacifiques, souhaiter tous les succès à la Transition et un grand avenir à ce pays frère.

**Je vous remercie.**